



Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 24 240 816 euros
Siège social : 211 Avenue Brame - 59100 ROUBAIX
330 345 927 RCS ROUBAIX-TOURCOING

A- Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier

« J'atteste à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant page 1 à 10 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Christian Watry
Président du Directoire

B- Rapport de Directoire au Conseil de Surveillance

Madame, Messieurs,

Nous vous avons réunis aujourd'hui afin de porter à votre connaissance les résultats de la société Camaïeu SA arrêtés au 31 décembre 2008 ainsi que les comptes consolidés du groupe CAMAIEU.

Nous vous confirmons également les différentes décisions prises par le Directoire et les projets futurs devant être mis en place.

Nous vous présenterons ci-après les résultats de la société Camaïeu SA et du groupe au 31 décembre 2008.

I) RESULTATS DE LA SOCIETE CAMAIEU SA

A - Faits marquants :

Nous vous rappelons que Camaïeu SA a été introduite sur le second marché de la Bourse de Paris en date du 19 juin 2000.

CAMAIEU SA assure comme les années précédentes les prestations juridiques, financières, administratives et d'expansion pour le compte de sa filiale CAMAIEU INTERNATIONAL.

B – Résultats de la SA Camaïeu :

Le chiffre d'affaires hors taxe de la société, représentant la redevance acquittée par CAMAIEU INTERNATIONAL au titre des différentes prestations, s'est élevé pour 2008 à 4 millions d'euros, sans évolution par rapport à 2007. Le résultat d'exploitation de la société est légèrement déficitaire à -0,2 millions d'euros.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 11 juin 2008 un dividende net de 18 551 120 euros de sa filiale la SAS Camaïeu International représentant un solde de dividende de 10 euros par action au titre des résultats 2007.

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 28 mai 2008, la société SA Camaïeu a versé un dividende au titre des résultats 2007, de 44 euros net par action, représentant un montant total de 259,5 millions d'euros, duquel a été déduit l'acompte de 35 euros par action versé en novembre 2007.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 22 décembre 2008 un acompte sur dividendes au titre des résultats 2008 de SAS Camaïeu International de 22 261 244 euros représentant une acompte de 12 euros par action.

Compte tenu de ces dividendes et de produits financiers liés à une trésorerie excédentaire, le résultat financier est positif à 43,3 millions d'euros contre 183,3 millions d'euros en 2007.

Le résultat net 2008 est bénéficiaire à 42,4 millions euros contre 179,4 millions euros en 2007. Nous vous présentons ci-après les résultats détaillés de Camaïeu SA.

C- Evolution et perspectives :

Camaïeu SA continuera d'assurer les prestations financières, juridiques et de développement du groupe Camaïeu.

La SAS Camaïeu International a facturé à la SA Camaïeu en 2008, au titre de la mise à disposition des locaux nécessaires à son activité, un montant de 36 000 euros.

Le montant des redevances restera inchangé pour l'année 2009.

D- Organisation financière et juridique :

1°- Evolution du capital social

Le capital social est composé de 6.060.204 actions de valeur nominale 4 euros et s'établit à 24.240.816 euros.

2°- Participations

Au 31 décembre 2008, Camaïeu SA détient 100% de la société SAS Camaïeu International qui elle-même détient 100% des filiales suivantes :

CAMAIEU ESPANA, CAMAIEU POLSKA, CAMAIEU CIESKA, CAMAIEU ITALIA, CAMAIEU BELGIUM, MDB SA, CAMAIEU LUXEMBOURG SARL, SCS MONACO ET CIE.

Afin de permettre le développement à l'international, notre groupe a constitué une filiale SRO CAMAIEU SLOVAKIA filiale à 90% de la société CAMAIEU INTERNATIONAL et 10% de la société Camaïeu SA.

Camaïeu SA détient 99,9% de la société ULFILAS BV.

3°- Auto-contrôle

L'entreprise n'a acquis au cours de l'année 2008 aucune action.

Au cours de l'année, 149 377 options du Plan d'options attribuées en 2004 et exerçables ont été levées par les bénéficiaires (au prix de 63,55 euros).

Les actions ont été cédées par la SA Camaïeu et acquises par la SAS Modamax. Suite à cette opération la SAS Modamax détient directement et indirectement 4 061 549 actions représentant 67,02% du capital et 74,69% des droits de vote.

Au 31 décembre 2008, la société SA Camaïeu détient 43 113 actions représentant 0,7% du capital.

Ces actions sont destinées à couvrir les différents plans de stocks options mis en place (total options affectées à ces plans au 31 décembre 2008 : 37 729 actions)

4°- Attribution de stocks options

Plans non encore exerçables au 31 décembre 2008:

PLAN 2007

Date d'attribution : 28 décembre 2007
Nombre d'options attribuées à ce jour : 12 096
Bénéficiaires : 28 salariés
Prix d'exercice : 260,53 euros par action
Date de validité : 28 décembre 2011 / 28 décembre 2014

PLAN 2005

Date d'attribution : 14 octobre 2005
Nombre d'options attribuées à ce jour: 19 110
Bénéficiaires : 24 salariés
Prix d'exercice : 101,06 euros par action
Date de validité : 14 octobre 2009 / 14 octobre 2012

Plans échus :

PLAN 2004

Date d'attribution : 31 janvier 2004
Nombre d'options attribuées à ce jour: 6 523
Bénéficiaires : 27 salariés
Prix d'exercice : 63,55 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2008 / 30 janvier 2011

5°- Intégration fiscale

La société SA Camaïeu a opté en décembre 2003 pour l'application du régime d'intégration fiscale (articles 223 A et suivants du CGI)

A ce titre, une convention d'intégration a été établie entre la société SA Camaïeu et la SAS Camaïeu International.

6°- Convention de prestation

Une convention de prestations de services a été signée entre la société MODACIN et la SA Camaïeu le 1^{er} juillet 2007. La société Modacin assiste le groupe Camaïeu dans sa politique de gestion financière et de son développement.

La convention porte en particulier sur les points suivants :

- Direction et secrétariat général
- Contrôle de gestion et finance
- Assistance en matière comptable et fiscale
- Assistance en matière de stratégie commerciale

Ces services sont rémunérés par une redevance hors taxe annuelle correspondant à l'ensemble des coûts subis par MODACIN pour la réalisation de sa prestation, augmentée d'une marge de 5%.

Cette prestation a démarré le 1^{er} juillet 2007.

La prestation due au titre de 2008 s'est élevée à 732 584 euros HT.

7°- Indemnités de départ en retraite

La société a fait évaluer à fin 2008 par un actuair indépendant dans le respect des principes comptables les engagements de départ en retraite dus.

Ces engagements au 31 décembre 2008 sont de 143 K€ après 20 K€ euros de dotation au titre de l'exercice 2008.

8°- Jetons de présence

La société SA Camaïeu n'a versé aucun jeton de présence au titre de l'année 2008.

D- Mandats des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire en date du 31 décembre 2008 :

Conseil de Surveillance

Nom	Autres mandats
Benoit Valentin 1 ^{ère} nomination : 22/05/2007 Fin de mandat le : 31/12/2010	Cinven S. A., France, Administrateur, Directeur général Camaïeu SA (Supervisory Board), Director Allipen Spain S.L., Spain, Director Amadeus IT Group, S.A., Spain, Director CB Luxembourg IV S.a.r.l, Luxembourg, Manager Global Narmer, S.L., Spain, Director Health Investment. S.L.U, Spain, Director Hospital Management Holding, S.L., Spain, Director Modacin France SAS, France, President Modacin Luxembourg S.a.r.l., Luxembourg, Manager Modaven S.a.r.l, Luxembourg, Manager Monte Candina S.L , Spain, Director Task Esparteros, S.L., Spain, Director United Surgical Partners Europe, S.L., Spain, Director USP Hospitales S.A., Spain, Director WAM Acquisition, S.A., Spain, Director

<p>Hugh Langmuir 1^{ère} nomination : 22/05/2007 Fin de mandat le : 31/12/2010</p>	<p>Amadelux Investments S.A., Luxembourg, Manager Amadeus IT Group S.A., Spain, Director Aprovia Finance G&T S.a.r.l., Luxembourg, Manager Aprovia Finance S.a.r.l., Luxembourg, Manager Aprovia Group Holding S.a.r.l., Luxembourg, Manager Aprovia Holding S.a.r.l., Luxembourg, Manager Aprovia Management GFA S.a.r.l, Luxembourg, Manager Aprovia Management GM S.a.r.l., Luxembourg, Manager Camaieu SA (Supervisory Board), France, Director Modacin France SAS, France, Director WAM Acquisitions S.A., Spain, Director Venoor Invco 1 AB, Sweden, Director Venoor Invco 2 AB, Sweden, Director Venoor Invco 3 AB, Sweden, Director Coor Service Management Group AB, Sweden, Director</p>
<p>Xavier Geismar 1^{ère} nomination : 22/05/2007 Fin de mandat le : 31/12/2010</p>	<p>Cinven S. A., France, Directeur général délégué Cinven Capital Management Limited (TF N°1, TFN°2, T F N°3, IV), Director Camaieu SA (Supervisory Board), France, Director Camapa S.a.r.l, Luxembourg, Manager Camara S.a.r.l, Luxembourg, Manager Modacin France SAS, France, General Manager Modacin Luxembourg S.a.r.l., Luxembourg, Manager Modamax SA, France, Director Modaven S.a.r.l, Luxembourg, Manager Truvo Luxembourg S.a.r.l, Luxembourg, Manager Lombecin Holding SAS, Président Lombecin SAS, Président</p>
<p>Jean-François Duprez 1^{ère} nomination : 14/03/2008 Fin de mandat le : 31/12/2009</p>	<p>Camaïeu SA : Président du Conseil de Surveillance Groupe Ternois Entreprises – Membre du Conseil de Surveillance Delbard Holding SA - Membre du Conseil de Surveillance Camaïeu Belgium Sa, Belgique - Administrateur Camaïeu Monaco & Cie, Monaco – Associé Commanditaire</p>

Liste des membres du Directoire

Nom	Autres mandats
<p>Christian Watry Fin de mandat le : 13 mars 2010</p>	<p>Camaïeu International SAS : Président Camaïeu Belgium SA, Belgique – Représentant permanent de Camaïeu International SAS, président du Conseil d'administration Mode Développement Belgique, Belgique – Président du Conseil d'Administration Camaïeu Luxembourg, Luxembourg – Gérant Camaïeu Polska, Pologne – Gérant Camaïeu Ceska, République Tchèque – Gérant Camaïeu monaco & Cie : Monaco - Représentant permanent de Camaïeu International SAS, Gérant Camaïeu Espana, Espagne – Administrateur unique Camaïeu Italia, Italie - Administrateur unique Camaïeu Slovakia, Slovaquie – Directeur Général Groupe Ternois Entreprises – Président du Conseil de Surveillance Delbard Holding SA - Membre du Conseil de Surveillance Camapa S.a.r.l, Luxembourg, gérant Camara S.a.r.l, Luxembourg, gérant Camaïeu SA : Président du Directoire</p>

Patrick Dambrine Fin de mandat le : 12/03/2010	Camaïeu SA : Membre du Directoire, Directeur Général
---	--

II) SITUATION DES MANDATS

Nous vous signalons que les mandats des Commissaires aux Comptes titulaires, la société Ernst & Young Audit et la société FEDER AUDIT et suppléants Madame Fabienne Degrave et Madame Agnès Nezry arrivent à échéance.

Il conviendra à l'Assemblée Générale de renouveler les mandats des Commissaires aux Comptes.

Nous vous signalons que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-François Duprez arrive à échéance.

Il conviendra à l'Assemblée Générale de renouveler sont mandat.

III) RESULTATS DU GROUPE CAMAIEU

1°- Faits marquants

Notre groupe a poursuivi en 2008 sa politique de développement tant en France qu'à l'international (ouverture de 116 magasins en 2008 dont 72 à l'international)

Au 31 décembre 2008, le groupe est constitué de 745 magasins dont 107 magasins partenaires.

La poursuite de la stratégie mise en œuvre a permis au groupe Camaïeu dans un contexte économique dégradé de poursuivre sa croissance de chiffre d'affaires et d'améliorer son résultat opérationnel et de maintenir son niveau de résultat net.

Nous vous présenterons ci-après les résultats du groupe Camaïeu au 31 décembre 2008.

2°- Activité enseignee :

Le chiffre d'affaires détail TTC de l'enseigne CAMAIEU (réseau succursales et franchisés) a été en 2008 de 885 millions d'euros.

Le développement international 2008 est caractérisé par la poursuite du développement en succursales et en partenariat dans les pays où le Groupe était déjà présent et le démarrage d'un nouveau pays, la Slovaquie.

IV) RESULTATS CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires hors taxe s'est élevé à 709,1 millions d'euros en progression de 9,5% par rapport à 2007.

Les ventes de marchandises du réseau succursales représentent 95% du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires réalisé à l'international en activité succursales représente 14,4% du chiffre d'affaires global.

Les ventes détail progressent de 9,5% grâce à l'ouverture de magasins tant en France qu'à l'international.

La progression des ventes détail à surface comparable a été de +0,6% sur l'année 2008, progression supérieure à l'évolution défavorable du marché du prêt-à-porter féminin en France de -4,3% - source CTCOE.

Le résultat opérationnel s'élève à 151,2 millions d'euros soit 21,3% du chiffre d'affaires en progression de 3,3% par rapport à 2007.

Cette évolution inférieure à celle du chiffre d'affaires est due à une légère dégradation de la marge brute commerciale malgré la croissance de l'activité consécutive au développement et à la maîtrise des frais.

Le résultat financier est négatif de 1,9 millions d'euros.

Le résultat net ressort à 99,2 millions d'euros, en retrait de 2%, représentant 14,0% du chiffre d'affaires hors taxe contre 15,6% en 2007.

Nous vous présentons par ailleurs les comptes de résultat et bilan consolidés du groupe.

V) ORGANISATION JURIDIQUE – PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE CAMAIEU INTERNATIONAL

Nous avons pris une participation dans la SAS Eco TLC au capital de 42.750 euros qui a pour objet de contribuer ou de pourvoir au recyclage et au traitement des déchets issus des produits textiles d'habillement.

Les autres associés sont issus de la Grande Distribution diversifiée, du Commerce spécialisé et Magasins de centre ville, de la Vente à distance et vente directe, de l'Industrie, de l'activité Grossistes, du commerce Indépendants et autres assujettis.

Afin de simplifier l'organisation juridique du groupe, la SAS Camaïeu International a absorbé avec effet rétroactif au 1^{er} août 2008 la société SESAM PRET-A-PORTER en date du 31 décembre 2008.

VI) DELEGATIONS DONNEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE

L'Assemblée générale du 17 mai 2006, avait autorisé le Directoire dans sa 7^{ème} résolution à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes dans la limite d'un montant maximum de 3% du capital. Cette autorisation, avait été donnée pour une durée de 38 mois à compter du 17 mai 2006.

Le Directoire a utilisé cette délégation pour attribuer des options d'achat d'actions comme mentionné dans ce rapport. (plans d'options d'achat du 28 décembre 2007 et du 30 janvier 2009).

L'Assemblée Générale du 28 mai 2008, avait autorisé le Directoire dans sa 9^{ème} résolution le rachat par la société de ses propres actions.

VII) RACHAT D' ACTIONS

L'Assemblée Générale du 28 mai 2008 a autorisé l'achat d'actions pour une période de 18 mois dans les buts suivants par ordre de priorité :

- l'attribution d'actions aux salariés et dirigeants dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne entreprise;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Camaïeu par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société dans le respect de la réglementation en vigueur;
- l'achat d'actions par Camaïeu pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;

Les opérations effectuées à ce titre devront être réalisées à un prix maximum d'achat de 300 euros et à un prix minimum de vente de 210 euros dans la limite d'un nombre maximum d'actions équivalent au plus à 10% du capital social.

Cette autorisation n'a pas été utilisée.

VIII) EVOLUTION ET PERSPECTIVES

Nous poursuivons le développement en France et à l'international et prévoyons sur l'année 2009, l'ouverture de 120 magasins dont une quinzaine en partenariat (Moyen Orient et Russie)

Après le rachat en 2 vagues (8 magasins, puis 14 magasins) à l'enseigne Etam, le réseau belge sera composé fin 2009 de 29 magasins.

Notre développement international en activité succursales se concentrera sur les pays dans lesquels le groupe est déjà présent.

Parallèlement, nous continuerons à agrandir ou déplacer des magasins en fonction des opportunités et à adapter nos outils informatiques et logistiques pour permettre le développement des prochaines années.

Compte tenu de ces perspectives, le budget d'investissements a été fixé à 65 millions d'euros.

IX) ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe Camaïeu a décidé de créer un site e-commerce dont le démarrage est prévu courant 2009.

X) RISQUE DE CHANGE et RISQUE DE TAUX

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie)

Des couvertures de change sont mises en place en fonction des prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est de 12 mois.

Afin de couvrir l'évolution des taux d'intérêt, le groupe a mis en place en date du 21 janvier 2008 une couverture de taux d'intérêt à échéance juin 2011 à hauteur de 80 millions d'euros.

XI) AUTRES PRINCIPAUX RISQUES

1) Risques opérationnels

Le groupe Camaïeu exerce son activité sur un marché de grande consommation et est donc soumis aux évolutions du pouvoir d'achat et de la consommation générale. Compte tenu de sa spécificité (Prêt-à-Porter Féminin) le groupe est également sensible de façon ponctuelle aux aléas climatiques et aux effets de mode.

Camaïeu essaie par son organisation de réduire au minimum ces risques et de s'adapter en permanence à son environnement économique.

2) Risques juridiques

Le groupe n'exerce pas d'activités soumises à des dispositions spécifiques. Il est exposé aux risques ordinaires liés à l'activité de commerce et de détail de prêt-à-porter féminin. Tous les risques identifiés à ce jour ont fait l'objet de provisions si nécessaire, et notamment les litiges commerciaux courants.

Ces litiges font l'objet de provisions selon le risque réel appréhendé par l'entreprise en fonction des faits et de l'état de la procédure.

3) Risques de liquidité

Compte tenu de son niveau de trésorerie, le risque de liquidité est très limité. Camaïeu estime que l'activité du groupe Camaïeu génère des flux de trésorerie suffisants pour permettre au groupe de financer ses besoins en liquidités.

Toutefois afin d'optimiser sa structure financière et d'assurer les moyens de son développement à court et moyen terme la société Camaïeu International bénéficie d'un crédit moyen terme de 80 millions d'euros.

Dans le cadre du financement ordinaire de son exploitation, la société Camaïeu International peut utiliser différentes lignes de crédit revolving, utilisables par billets de trésorerie en fonction de ses besoins. Compte tenu de sa situation financière, la société n'a pas utilisé en 2008 cette autorisation de crédit.

XII) INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le groupe Camaïeu emploie au 31 décembre 2008, 4 940 personnes en France et à l'international dont 92% en magasins (effectifs inscrits)

Compte tenu de la saisonnalité de l'activité, 10% de ces salariés sont inscrits en contrat à durée déterminée en France.

Pour faire face à l'amplitude horaire et à la variation quotidienne du chiffre d'affaires, le groupe emploie en France 62% de temps partiel qui travaillent exclusivement en magasins.

Compte tenu de son organisation et de son souhait d'évolution permanente, le groupe Camaïeu a poursuivi en 2008 sa politique de formation et y a consacré près de 3,05% de la masse salariale.

En date du 10 janvier 2000, la société Camaïeu International a conclu avec des organisations syndicales représentatives un accord de réduction et d'aménagement du temps de travail dans le cadre de la loi 98-461 du 13 juin 1998.

En date du 16 avril 2008, la société Camaïeu International a conclu avec une organisation syndicale majoritaire un accord relatif à la négociation annuelle obligatoire.

En date du 28 février 2008, la société Camaïeu International a conclu avec le Comité d'entreprise l'avenant n°3 à l'accord de participation.

En date du 27 août 2008, la société Camaïeu International a conclu avec le Comité d'entreprise l'avenant n°4 à l'accord de participation.

L'activité du groupe Camaïeu n'a pas de conséquences particulières sur l'environnement.

XIII) MODALITES DE REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La société SA Camaïeu n'a versé aucun jeton de présence au titre de l'année 2008.

Concernant l'application des recommandations de l'AFEP-MEDEF d'octobre 2008 :

La société n'applique pas la recommandation relative à la cessation du contrat de travail lorsqu'un dirigeant devient mandataire social.

Cette recommandation est en effet motivée par la volonté de ne pas permettre à un dirigeant mandataire social de cumuler une rémunération perçue au titre du mandat social et les avantages qu'offre le contrat de travail, alors que la seule activité effective consiste en l'exercice du mandat social et qu'il n'existe aucun lien de subordination. Or, d'une part, les fonctions de Président du Directoire sont exercées à titre gratuit par Monsieur Christian Watry dans la société tel que décidé par le Conseil de Surveillance du 6 novembre 2008. D'autre part, Monsieur Christian Watry exerce effectivement des fonctions techniques de Directeur Administratif et Financier dans la société, qui relèvent de l'exécution de son contrat de travail et pour lesquelles il se trouve dans un lien de subordination.

Les fonctions de Directeur Général Unique sont également exercées à titre gratuit par Monsieur Patrick Dambrine dans la société tel que décidé par le Conseil de Surveillance du 6 novembre 2008. D'autre part, Monsieur Patrick Dambrine exerce effectivement des fonctions techniques de Directeur de la Centrale d'Achats dans la société, qui relèvent de l'exécution de son contrat de travail et pour lesquelles il se trouve dans un lien de subordination.

La recommandation précitée est donc sans objet.

Tous les membres du Directoire bénéficient d'une rémunération fixe établie sur 13 mois à laquelle s'ajoute une rémunération variable pouvant aller jusqu'à deux mois de salaire, en fonction des résultats de la société.

Il n'existe pas de primes d'arrivée ou de départ.

Les membres du Directoire, hormis son Président, bénéficient au titre de leurs contrats de travail dans les mêmes conditions que l'ensemble des salariés, des systèmes collectifs d'intéressement et de participation aux résultats en vigueur dans l'entreprise.

Certains membres du Directoire perçoivent au titre de leur contrat de travail respectif, une rémunération sur la société Modacin.

Les membres du Directoire bénéficient d'une retraite par capitalisation :

- Article 83 (à cotisation définie) : le taux est de 8 % sur les tranches A, B et C.
- Article 39 (à prestations définies) : au départ en retraite chez Camaïeu à hauteur de 0,45 % du dernier salaire par année de présence.

La retraite par capitalisation (article 39) est calculée sur le dernier salaire annuel précédant le départ en retraite.

Le versement de cette retraite est conditionné à un départ en retraite pris dans l'entreprise.

Le montant des capitaux constitués auprès de la compagnie d'assurance s'élève au 31 décembre 2008 à 294 112 euros.

La société Camaïeu International a souscrit en date du 12 décembre 2007, un contrat d'Indemnité de fin de carrière pour l'ensemble du personnel de la société.

XIV) EVENEMENTS et DECISIONS INTERVENUES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2009

L'Assemblée Générale du 17 mai 2006 avait autorisé le directoire à émettre des options d'achat d'actions dans la limite d'un montant maximum de 3% du capital. Conformément à cette autorisation, le directoire a mis en place un nouveau plan d'options d'achat le 30 janvier 2009 :

Date d'attribution : 30 janvier 2009
Nombre d'options : 22 240
Bénéficiaires : 32 salariés
Prix d'exercice : 128,63 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2016

Aucun mandataire social ne bénéficie de ce plan d'option.

XV) SITUATION DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DECEMBRE 2008

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Modamax	2 348 885	38,76%	2 348 885	30,38%
La Licquière	1 712 664	28,26%	3 425 328	44,31%
Auto-détention	43 113	0,71%	0	0,00%
FCPE	11 343	0,19%	11 343	0,15%
Public – Nominatif	12 885	0,21%	14 328	0,19%
Public – Porteur	1 931 314	31,87%	1 931 314	24,98%
Total	6 060 204	100,00%	7 731 198	100,00%

Le Fonds Commun de Placement des salariés détenait au 31 décembre 2008 : 0,19% du capital de la société SA Camaïeu soit 11 343 actions.

Droit de vote double (article 38 des statuts)

Un droit de vote double est toutefois accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire.

XVI) AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SOCIETE CAMAIEU SA

Nous vous rappelons que la société a réalisé un résultat de 42 358 352,39 euros.

Nous proposerons aux actionnaires d'affecter le bénéfice de l'exercice, se montant à 42 358 352,39 euros, augmenté du report à nouveau antérieur de 8 153 254, soit une somme globale de 50 511 606,89 euros de la manière suivante :

- la somme de 48 481 632 euros au titre de dividende aux actionnaires.
- le solde, soit la somme de 2 029 974,89 euros, au report à nouveau.

Pour chaque actionnaire, le dividende ressortirait donc à 8 euros par action.

Nous vous rappelons que conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, la société Camaïeu SA a distribué au titre des trois derniers exercices (dividendes non versés sur actions propres déduits) :

	2005	2006	2007 30/11/2007acom pte	2007 5/06/2008 solde
Nbre d'actions ayant donné droit à dividende	5.868.784	Néant	5.867.714	6.017.091
Dividende éligible à la réfaction de 40%*	5€	Néant	35€	9€
Dividende distribué	5€	Néant	35€	9€

* La nouvelle Loi de Finances pour l'année 2008 définit un nouveau régime d'imposition pour les personnes physiques domiciliées en France (Prélèvement forfaitaire libératoire optionnel)

XVII) PRINCIPE D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Conformément à la Loi, le Directoire, proposera à l'assemblée générale aux conditions suivantes :

- 1) autoriser le Directoire, s'il le juge opportun, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions de numéraire réservées aux salariés et dirigeants de la société dans le cadre du plan d'épargne entreprise,
- 2) supprimer en faveur de ces personnes, du droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente autorisation,
- 3) fixer à trois (3) ans à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation,

4) limiter le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation à 1 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Directoire de procéder à cette augmentation,

5) conférer tous pouvoirs au Directoire pour mettre en oeuvre la présente délégation et, à cet effet :

- fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales et, le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par le salarié
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance;
- fixer, dans les limites légales, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits;
- fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles;
- constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la ou des augmentations de capital.

XVIII) ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale se tiendra le 2 juin 2009, à 11h00, au Novotel sis Roissypole – Gare RER – 95 705 ROISSY CHARLES DE GAULLE.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapport du Directoire sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, incluant le rapport de gestion du groupe,
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce,
- Rapports spéciaux du Directoire,
- Rapport du Conseil de Surveillance,
- Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne,
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-86 du Code de Commerce,
- Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2008,
- Renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes,
- Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-François Duprez.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Délégation de pouvoirs à donner au directoire à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise,
- Pouvoirs.

Nous restons à votre disposition pour vous donner tous les renseignements complémentaires que vous souhaiteriez.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre note de ces dispositions.

LE DIRECTOIRE

C- Comptes sociaux.

I. Bilan au 31 décembre 2008.

(en milliers d'euros)

Actif	Brut	Amortissements et provisions	Net 31/12/2008	Net 31/12/2007
Immobilisations incorporelles.....	13	13		
Immobilisations corporelles.....	50	35	15	4
Immobilisations financières.....	37 832		37 832	37 744
Total actif immobilisé.....	37 895	48	37 847	37 748
Autres créances.....	2 453		2 453	6 364
Valeurs mobilières de placement..	77 786	575	77 211	92 074
Disponibilités.....	537		537	481
Charges constatées d'avance.....	25		25	18
Total actif circulant.....	80 801	575	80 226	98 937
Total général.....	118 696	623	118 073	136 685

Passif	31/12/2008	31/12/2007
Capital.....	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport...	6 151	6 151
Réserve légale.....	2 424	2 424
Réserves réglementées.....		
Autres réserves.....	26 076	26 076
Report à nouveau.....	8 154	-117 108
Résultat de l'exercice.....	42 358	179 416
Total des capitaux propres.....	109 404	121 200
Provisions pour risques et charges.....	1 067	1 895
Dettes financières.....		2
Dettes d'exploitation.....	724	9 606
Dettes diverses.....	6 878	3 982
Total dettes.....	7 602	13 590
Total général.....	118 073	136 685

II. Compte de résultat.

(en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Production vendue : biens et services.....	4 000	4 000
Chiffre d'affaires net.....	4 000	4 000
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges.....	11	14
Autres produits.....		18
Total produits d'exploitation.....	4 011	4 032
Autres achats externes.....	1 748	1 648
Impôts, taxes et assimilés.....	243	237
Charges de personnel.....	2 237	4 275
Dotation aux amortissements et provisions.....	23	1
Autres charges.....		
Total charges d'exploitation.....	4 251	6 161
Résultat exploitation.....	-240	- 2 129
Produits financiers.....	44 899	183 614
Charges financières.....	1 637	264
Résultat financier.....	43 262	183 350
Résultat courant avant impôt.....	43 022	181 221
Produits exceptionnels.....		
Charges exceptionnelles.....	1	
Résultat exceptionnel.....	-1	
Impôts sur les bénéfices.....	663	1 805
Bénéfice ou perte.....	42 358	179 416

III. Projet d'affectation du résultat

Bénéfice de l'exercice 2008.....	42 358 352,39	€
Report à nouveau antérieur.....	8 153 254,50	€
Total	50 511 606,89	€
Dividende aux actionnaires	(48 481 632 €)	
Dotation en report à nouveau	2 029 974,89	€

IV. Annexes aux comptes sociaux

La société Camaïeu SA a été introduite sur le second marché de la Bourse de Paris en juin 2000.

La société MODACIN France a acquis l'intégralité des titres de la société MODAMAX.

La société MODAMAX détient au 31 décembre 2008 une participation directe et indirecte dans la société CAMAIEU SA représentant 67.02% du capital et 74,69% des droits de vote.

I – Principes comptables et méthodes dévaluation

Principes généraux :

Les comptes sociaux sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France.

Les principes et méthodes comptables retenus sont :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'évaluation ;
- indépendance des exercices ;
- principe de prudence ;
- évaluation des éléments par référence à la méthode des coûts historiques (valeur d'apport ou d'acquisition).

1.1 Immobilisations incorporelles :

Les logiciels informatiques acquis sont amortis en linéaire sur une durée de trois ans.

1.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées.

Installations techniques4 à 8 ans
Autres immobilisations3 à 4 ans

1.3 Immobilisations financières :

• Titres

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité et de la quote-part dans les capitaux propres.

1.4 Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

1.5 Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur de marché lorsque celle-ci est inférieure.

Une provision pour dépréciation est constatée pour les titres non cotés si la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur probable de négociation.

1.6 Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet, mais dont le montant ou l'échéance ne peuvent être établies de manière précise, et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

La provision pour indemnités de départ à la retraite (143K€) à la clôture de l'exercice a été déterminée à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Age de départ à la retraite.....entre 60 et 64 ans
Taux de charges sociales..... 45%
Taux d'actualisation.....5,25 %
Taux de turn over.....0
Taux de progression de salaires.....2% à 2.5%

1.7 Intégration fiscale

La société S.A. Camaïeu a opté pour le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

Ce régime est sans incidences sur la charge d'impôts de la société S.A. Camaïeu.

La créance d'impôt société au 31 décembre 2008 est de 2 422 K€ après comptabilisation d'une charge d'impôt pour la S.A Camaïeu de 663 K€.

II- Explications des principaux postes du bilan et du compte de résultat et de leur variation

2.1 Notes sur le bilan

Note 1 : Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Diminution	31/12/2008
Logiciels.....	13			13
Total.....	13			13

Amortissements Dépréciation	01/01/2008	Dotation	Reprise	31/12/2008
Logiciels.....	13			13
Total.....	13			13

Note 2 : Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Diminution	31/12/2008
Installations matériels outillages	16	9		25
Autres immobilisations corporelles.....	21	4		25
Total.....	37	13		50

Amortissements	01/01/2008	Dotation	Reprise	31/12/2008
Installations matériels outillages...	12	1		13
Autres immobilisations corporelles..	21	1		22
Total.....	33	2		35

Note 3 : Immobilisations financières (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Diminution	31/12/2008
Titres	37 789		1	37 790
Créances rattachées.....			42	42
Autres immobilisations financières				
Total.....	37 789		43	37 832

Dépréciation	01/01/2008	Dotations	Reprises	31/12/2008
Titres	46		(46)	
Total.....	46		(46)	

Note 4 : Autres créances (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Créances fiscales et sociales (*).	2 440	97
Autres créances	13	6 267
Total.....	2 453	6 364

(*) dont créances liées à la TVA 14 K€ et impôts sociétés 2 422 K€
Les autres créances ont une exigibilité inférieure à un an.

Note 5 : Valeurs mobilières de placement (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Valeurs mobilières de placement...	41 469	39 593
Certificat de dépôt négociable.....	30 200	36 000
Actions propres.....	(*) 6 117	(**) 16 481
Total brut.....	77 786	92 074
Provision pour dépréciation.....	(***) (575)	
Total net.....	77 211	92 074

(*) 43 113 actions dont 37 729 affectées au plan de stock options.

(**) 192 490 actions affectées en totalité au plan de stock options.

(***) Cette provision couvre la différence entre le prix d'acquisition des actions propres et la valeur de marché pour les actions non affectées et pour les actions affectées pour lesquelles le prix de levée d'option est supérieur à la valeur de marché au 31 décembre 2008.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires auprès d'établissements financiers français. Leur valeur de marché est de 41 650 K€ au 31 décembre 2008.

- Evolution du nombre d'actions propres sur la période :

Position au 31/12/07	Achats	Ventes	Position au 31/12/08
192 490		149 377	43 113

Note 6 : Charges à payer (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Dettes fiscales et sociales..	394	499
Dettes fournisseurs...	95	154
Total.....	489	653

Note 7 : Dettes d'exploitation et Diverses (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Dettes sociales et fiscales..	567	9 432
Dettes fournisseurs.....	157	174
Autres dettes(*).....	6 878	3 982
Total.....	7 602	13 588

Ces dettes ont une exigibilité inférieure à un an.

(*)Dettes groupe

Note 8 : Capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves légales	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres
31/12/2007.....	24 241	6 151	2 424	26 076	-117 108	179 416	121 200
Solde dividende mis en paiement					-54 154		-54 154
Affectation résultat 2007..					179 416	-179 416	
Résultat 2008...						42 358	42 358
31/12/2008.....	24 241	6 151	2 424	26 076	8 154	42 358	109 404

Le capital social est composé de 6 060 204 titres de 4 euros soit 24 240 816 euros

Note 9 : Dotations et reprises des provisions pour risques et charges

Rubriques	Solde ouverture au 01/01/2008	Dotation période	Reprise Utilisée	Solde clôture au 31/12/2008
Provisions pour IDR.....		123	20	143
Provisions pour charges sur actions propres(*).....		1 772	23	924
Total provisions risques et charges.....		1 895	43	1 067

(*) Cette provision couvre la différence entre le prix d'acquisition des actions propres et le prix d'attribution des plans de stocks options pour les actions affectées et pour lesquelles le prix de levée d'option est inférieur à la valeur de marché au 31 décembre 2008.

Note 10 : Accroissements et allègements de la dette future d'impôt (en milliers d'euros)

Allègements :

1 — Provisions pour risques et charges..... 143

Accroissements : néant

2.2 Notes sur le compte de résultat

Le chiffre d'affaires (4000 K€) représente la redevance facturée à la société Camaïeu International au titre des prestations juridiques, financières et de développement.

Note 11 : Personnel

	31/12/2008	31/12/2007
Effectif moyen employé sur la période.....	13	13

Note 12 : Charges financières

	31/12/2008	31/12/2007
Dotation aux provisions :		
Dépréciation Valeurs Mob.	575	
Risques et charges.....	23	
Sous-total.....	598	
Charges nettes / cessions		
Valeurs Mobilières.....	871	108
Intérêts sur dettes financières..	168	156
Total charges.....	1 637	264

Note 13 : Produits financiers (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Reprise de provision :		
Sur Titres de participation	46	103
Pour charges sur Actions propres.....	871	206
Sous-total.....	917	309
Produits cessions et revenus VMP.....	3 128	4 732
Revenus des autres créances.....	42	2 337
Dividendes reçus.....	40 812	176 236
Total.....	44 899	183 614

Note 14 : Produits et Charges Exceptionnels

	Produits 31/12/2008	Charges 31/12/2008	Impacts Résultats	Produits 31/12/2007	Charges 31/12/2007	Impacts Résultats
Sur opération de gestion.....		-1	-1			
Total.....		-1	-1			

III. Informations diverses

3.1. Rémunérations

Le montant global des rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance s'élève à 12K€ (rémunération de leur mandat social)

3.2 Entreprises liées et participations (en milliers d'euros)

Dénomination Siège social	Capital	Autres Capitaux propres	Part du capital détenue	Valeur titres	Valeur nette titres	Chiffre d'affaires 2008	Résultat 2008	Cautions et avals donnés	Dividendes versés
S.A.S. Camaïeu International 211, avenue Brame 59100 Roubaix.....	29 682	121 443	100%	34 231	34 231	657 992	90 213	Néant	40 812
B.V. Ulfilas Amsterdam, Pays-Bas.....	167	3 457	99,97%	3 557	3 557		115	Néant	0
Camaïeu Slovakia S.r.o Bratislava.....	8	0	10%	1	1	162	-159	Néant	0

**Résultats (et autres éléments caractéristiques)
De la société au cours des cinq derniers exercices (En euros)**

Nature des indications	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008
I. Capital en fin d'exercice :					
Capital social	24 240 816	24 240 816	24 240 816	24 240 816	24 240 816
Nombre des actions ordinaires existantes	6 060 204	6 060 204	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par conversion d'obligations.....					
Par exercice de droits de souscription.....					
II. Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 400 000	2 640 000	3 000 000	4 000 000	4 000 000
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	28 270 338	37 569 836	53 499 026	181 222 602	43 641 365
Impôts sur les bénéfices.....	-139 321	103 908	179 640	1 805 335	662 534
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	27 267 544	37 451 930	52 332 793	179 415 792	42 358 352
Résultat distribué.....		30 301 020		266 648 976	48 481 632
III. Résultats par action :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	4,69	6,18	8,79	29,61	7,09
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	4,50	6,18	8,63	29,61	6,99
Dividende attribué à chaque action (a).....		5		44	8
IV. Personnel :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	12	13	13	13	13
Montant de la masse salariale de l'exercice..	1 195 627	1 360 864	1 755 602	1 967 097	1 622 514
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	684 190	973 793	1 282 938	2 157 075	715 704

D- Comptes consolidés.

I – Bilan consolidé au 31 Décembre 2008 (en milliers d'euros)

ACTIF	Net 31/12/2008	Net 31/12/2007	
Actifs non courants :			
Actifs incorporels.....	127 772	123 321	Note 1
Immobilisations corporelles.....	94 360	82 031	Note 2
Autres actifs financiers.....	10 065	8 117	Note 3
Actifs d'impôts différés.....	7 335	5 712	Note 20
Total actifs non courants.....	239 532	219 181	
Actifs courants :			
Stocks.....	54 885	44 723	
Clients	7 701	8 095	Note 4
Autres créances.....	7 202	2 846	Note 5
Charges constatées d'avance....	17 475	13 814	Note 6
Instruments financiers dérivés	0	0	Note 10.6
Trésorerie et Equivalents de Trésor...	105 446	98 248	Note 7
Total actifs courants.....	192 709	167 726	
Actifs des activités abandonnées.....	0	0	
Total actifs.....	432 241	386 907	
PASSIF			
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	
Capital.....	24 241	24 241	Note 8
Primes d'émission, fusion, apport....	6 151	6 151	
Actions propres.....	-6 117	-16 481	
Réserves consolidées.....	104 332	60 456	
Résultat/Part du groupe.....	99 160	101 260	
Capitaux propres / part du groupe...	227 767	175 627	
Intérêts minoritaires.....	1	1	
Total capitaux propres.....	227 768	175 628	
Passifs non courants :			
Dettes financières	80 454	82 480	Note 10
Passifs d'impôts différés.....	13 891	12 811	Note 20
Provisions	1 212	1 266	Note 9
Total passifs non courants.....	95 557	96 557	
Passifs courants :			
Provisions	3 524	5 464	Note 9
Dettes financières	2 375	5 083	Note 10
Dettes fournisseurs.....	54 524	51 092	
Autres dettes	44 722	51 587	Note 11
Instruments financiers dérivés	3 771	1 496	Note 10.6
Total passifs courants.....	108 916	114 722	
Passifs des activités abandonnées...	0	0	
Total passifs.....	432 241	386 907	

II. Compte de résultat consolidé au 31 Décembre 2008 (En milliers d'euros)

	31 Décembre 2008	31 Décembre 2007	
Activités poursuivies :			
Ventes de marchandises et de services	709 134	647 597	Note 12
Chiffre d'affaires	709 134	647 597	
Autres produits	2 576	2 276	Note 13
Produits des Activités ordinaires	711 710	649 873	
Achats consommés de marchandises.....	-270 858	-238 160	
Achats consommés matières premières et autres approvisionnement...	-19 617	-24 908	
Autres charges externes	-123 406	-103 892	
Impôts, taxes et assimilés	-11 107	-8 851	
Charges de personnel	-110 493	-106 514	
Dotation aux amortissements	-22 769	-20 270	
Dotation aux provisions	-11 202	-9 426	Note 17
Reprises provisions et amortissements....	11 127	9 806	Note 17
Autres charges	-2 199	-1 330	Note 18
Résultat opérationnel	151 186	146 328	
Coût de l'endettement financier	-5 400	-1 270	Note 19
Autres produits financiers	5 189	8 512	Note 19
Autres charges financières	-1 649	-918	Note 19
Résultat avant impôt	149 326	152 652	
Charges d'impôts	-50 166	-51 392	Note 20
Résultat consolidé net des activités poursuivies ...	99 160	101 260	
Activités abandonnées :			
Résultat des activités abandonnées	0	0	
Résultat consolidé net	99 160	101 260	
Part des minoritaires.....	0	0	
Part société mère	99 160	101 260	
Résultat net de base par action en euros	16.48	17.26	
Résultat net dilué par action en euros	16.36	16.71	

III. Tableaux de variations des capitaux propres Groupe (en milliers d'euros)

	capital	primes	Réserves consolidées	Actions propres	Résultat groupe	Total capitaux propres Groupe
31/12/2006	24 241	6 151	184 750	-18 313	81 287	278 116
Ecart de change.....			498			498
Gains et pertes nets sur couvertures de flux de trésorerie			-980			-980
Total Produits et Charges reconnus directement en capitaux propres.....			-482			-482
Résultat groupe 31/12/2007.....					101 260	101 260
Total Produits et Charges de l'exercice			-482		101 260	100 778
Affectation résultat 2006.....			81 287		-81 287	
Dividendes mis en paiement.....			-205 370			-205 370
Opérations sur actions propres.....			-206	1 832		1 626
Paiements en actions.....			476			476
Autres			1			1
31/12/2007.....	24 241	6 151	60 456	-16 481	101 260	175 627

	capital	primes	Réserves consolidées	Actions propres	Résultat groupe	Total capitaux propres Groupe
31/12/2007	24 241	6 151	60 456	-16 481	101 260	175 627
Ecart de change.....			-2 148			-2 148
Gains et pertes nets sur couvertures de flux de trésorerie			-1 397			-1 397
Total Produits et Charges reconnus directement en capitaux propres.....			- 3 545			-3 545
Résultat groupe 31/12/2008.....					99 160	99 160
Total Produits et Charges de l'exercice			-3 545		99 160	95 615
Affectation résultat 2007.....			101 260		-101 260	
Dividendes mis en paiement.....			-54 154			-54 154
Opérations sur actions propres.....			-750	10 364		9 614
Paiements en actions.....			420			420
Autres			645			645
31/12/2008.....	24 241	6 151	104 332	-6 117	99 160	227 767

IV. Tableau de flux de trésorerie

	31/12/2008	31/12/2007
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	99 160	101 260
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité.....		
Opérations de cession d'actifs immobilisés.....	-69	102
Amortissements et provisions.....	19 986	21 218
Variation des impôts différés.....	606	-19
Marge brute d'autofinancement	119 683	122 561
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité *....	-20 875	-1 839
Flux net de trésorerie généré par l'activité	98 808	120 722
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations.....	-42 884	-37 128
Cessions d'immobilisations	396	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement ..	-42 488	-37 128
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Variation sur actions propres.....	10 364	1 832
Remboursement d'emprunts / Etablissements de Crédit.....	-1 898	-1 611
Nouveaux emprunts / Etablissements de Crédit.....	0	79 814
Dividendes mis en paiement.....	-54 154	-205 370
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement ..	-45 688	-125 335
Variation de trésorerie	10 632	-41 741
Incidence variations taux de change.....	-1 080	105
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture **..	95 378	137 014
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à la clôture **..	104 930	95 378

* Détail de la variation du besoin en fonds de roulement	31/12/2008	31/12/2007
Stocks	-10 615	-10 028
Clients	380	-1 809
Autres créances	- 4 350	-1 214
Charges/produits constatés d'avance	- 1 755	1 275
Dettes fournisseurs (hors immobilisations)	2 398	8 278
Autres dettes	- 6 933	1 656
TOTAUX	-20 875	-1 839

** Détail de la Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie à l'actif du bilan	105 446	98 248
Soldes créditeurs de banque en dettes financières au passif	-516	-2 870
TOTAUX	104 930	95 378

5. Informations relatives à l'entreprise

Camaïeu, S.A. est une société anonyme à Directoire de droit français. Elle a son siège à Roubaix (France) et est cotée à Paris.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 ont été arrêtés par le Directoire en date du 23/03/2009 et soumis à l'avis du Conseil de surveillance en date du 25/03/2009.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier le plus proche.

6. Référentiel comptable, modalités de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Conformément au règlement CE 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe sont établis selon les normes comptables internationales.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes I.A.S. (International Accounting Standards) ainsi que les interprétations (IFRIC et SIC).

Les informations financières relatives à la période ont été préparées en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IAS / IFRS adoptées par l'Union européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 31 décembre 2008 et disponible sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008, est sans incidence sur les comptes du Groupe :

- Interprétation IFRIC 11 « IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe »
Endossée par l'Union Européenne en juin 2007 mais avec une date d'application obligatoire en UE différée au plus tard à la date d'ouverture de l'exercice 2008, sauf si leur exercice commence en janvier ou en février, auquel cas elles appliquent l'interprétation IFRIC 11 au plus tard à la date d'ouverture de l'exercice 2009.
- Interprétation IFRIC 12 « Accord de concessions de services publics »
Cette interprétation n'est toujours pas endossée par l'Union Européenne.
- Interprétation IFRIC 14-IAS 19 « Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction »
Endossée par l'Union Européenne en décembre 2008 mais avec une date d'application obligatoire dans l'UE différée pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2008.

Le Groupe n'a décidé d'appliquer par anticipation aucune norme ou interprétation en vigueur au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2008 et dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2008.

Les méthodes comptables adoptées sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent au 31 décembre 2007, à l'exception des changements présentés aux paragraphes ci-dessous :

Application de nouvelles normes, amendements de normes et d'interprétations de normes en vigueur au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2008 et d'application obligatoire à cette date

Au cours de l'exercice 2008, le Groupe a adopté les nouvelles normes, amendements IFRS ainsi que les nouvelles interprétations IFRIC qui sont d'application obligatoire au 31 décembre 2008.

L'adoption des normes et interprétations suivantes n'a pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 39 et IFRS 7 « Reclassification des Actifs Financiers »
- Le Groupe n'est pas concerné par l'interprétation IFRIC 12 « Service Concession Arrangement »

Application de normes, amendements de normes et d'interprétations de normes par anticipation de la date d'application obligatoire

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, aucun amendement ni aucune interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2008. Les textes en vigueur au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2008, pour lesquels la date d'application obligatoire est postérieure pour le Groupe et qui le concernent (ou pourraient le concerner) sont les suivants :

- Norme IFRS 8 « Définition des secteurs de présentation de l'information sectorielle »
Les segments opérationnels qui seront présentés à partir du 1^{er} janvier 2009 en application de cette norme devront correspondre à la segmentation suivie par la Direction du Groupe.
- Amendement à la norme IAS 23 « frais d'emprunt »

Cet amendement requiert l'incorporation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production des actifs nécessitant une durée d'élaboration prolongée.

- Amendement à la norme IAS 1
Cet amendement aura pour principale conséquence de scinder l'actuel tableau de variation des capitaux propres en deux états distincts présentant d'une part les transactions en capital avec les actionnaires et d'autre part les produits et charges directement comptabilisés dans les capitaux propres.
- Interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélité Clients »
- Interprétation IFRIC 14 « Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction ». Cette interprétation s'applique à l'interaction entre réductions futures de cotisations et obligations de financement minimum.
- Amendement à IFRS 2 « conditions d'acquisition et annulation »

Par ailleurs, les textes, publiés par l'IASB au 31 décembre 2008 mais non en vigueur dans l'Union Européenne à cette date, et pour lesquels le groupe est concerné, sont les suivants :

- Amendement à la norme IAS 27 « Etats financiers Consolidés et Individuels »
- Révision Norme IFRS 3 « Regroupements d'Entreprises »
- Amendement à IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation »
- IFRIC 15 « Accords de construction de biens immobiliers »
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux propriétaires »
- Amendement IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation »
- Amendement IAS 38 « Immobilisations incorporelles appliquées aux frais de publicité et promotion »

S'agissant des textes mentionnés ci-dessus, le Groupe mène actuellement des analyses sur leurs conséquences pratiques et leurs effets d'application dans les comptes. Le Groupe n'a pas l'intention d'appliquer ces textes par anticipation de leur date d'application obligatoire.

Options ouvertes par le référentiel comptable international et retenues par le Groupe

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Dans ce cadre, le Groupe a notamment choisi d'enregistrer immédiatement en résultat, au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels constatés depuis le 1er janvier 2004

6.2 Utilisation d'estimations et hypothèses, jugement

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur , les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation (voir 6.3.1 et 6.3.2), les impôts différés (voir 6.3.10), les provisions pour engagements de retraites des salariés (voir 6.3.12 et note 9) , et la juste valeur des instruments de couverture (voir note 10.1)

Pour préparer ses états financiers, la direction du groupe a également procédé à des jugements, en plus de ceux que nécessite le recours à des estimations, dont certains peuvent avoir un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

6.3 Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur conformément aux dispositions de certaines normes internationales spécifiques (notamment IAS 39).

- **Principes et modalités de consolidation**

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Camaïeu S.A. exerce, directement ou indirectement, le contrôle c'est à dire qu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Camaïeu détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité.

Les états financiers des filiales acquises au cours de l'exercice sont consolidés à partir de la date d'acquisition.

Les incidences des transactions entre sociétés du groupe sont éliminées.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du groupe sont homogènes avec celles utilisées par la société mère.

Au 31 décembre 2008, il n'y a pas de société mise en équivalence.

- **Date de clôture de l'exercice**

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

- **Traitement des regroupements d'entreprises et des écarts d'acquisition**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés comme des acquisitions. Lors de l'acquisition d'une entreprise, l'acquéreur doit allouer, à la date d'acquisition, le coût en comptabilisant les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise évalués à leur juste valeur, à cette date. L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.

Le coût d'acquisition est le prix qui a été ou sera payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, augmenté des frais directs liés à l'opération.

Les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour les besoins de ces tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués à des Unités génératrices de trésorerie. Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Cette UGT représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne, et n'est pas d'une taille supérieure à un secteur fondé sur le premier ou le deuxième niveau d'information sectorielle du Groupe.

Conformément à IAS 36.124, les dépréciations sur écarts d'acquisitions ne peuvent être reprises ultérieurement.

- **Conversion des états financiers de sociétés étrangères**

L'euro est la devise de présentation du groupe.

Au 31 décembre 2008, trois filiales ont une devise fonctionnelle différente de l'euro (CAMAIEU POLSKA ; CAMAIEU CESKA ; CAMAIEU SLOVAKIA)

Les éléments du bilan de ces trois filiales sont convertis en euro sur la base du cours de change en vigueur à la clôture. Les comptes de résultat de ces trois filiales sont convertis en euro sur la base du cours moyen constaté sur la période. L'écart de conversion qui en résulte est porté en écart de conversion dans les capitaux propres.

- **Transactions en devises**

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

- **Format des états de synthèse**

L'application de la norme IAS 1 « présentation des états financiers » rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation
- l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié
- on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture; ou il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie) sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal,
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié,
- il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture; ou l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Le compte de résultat est présenté par nature.

6.3.1 Immobilisations incorporelles

Les emplacements commerciaux et droits au bail figurent à l'actif à leur coût d'acquisition conformément à la norme IAS 38.

En France, les baux commerciaux étant indéfiniment renouvelables, ils ne sont pas amortis et font l'objet, en tant qu'actif isolé, d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flow futurs actualisés sur 5 ans ou de la valeur d'expertise déterminée par des experts indépendants (IAS 36)

Les cash flow futurs sont déterminés sur la base de budgets à 5 ans approuvés par le management.

Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture afin de refléter les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé au minimum une fois par an à la date de clôture. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

A l'étranger conformément à la législation, et n'étant pas indéfiniment renouvelables, ils sont amortis linéairement sur la durée du bail.

Les logiciels figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition majoré des frais de mise en exploitation. Ils sont amortis en linéaire sur une durée de 3 ans.

6.3.2 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de la première application des normes IFRS, le groupe a opté pour la réévaluation à la juste valeur de l'ensemble des terrains et constructions. La juste valeur devient alors le coût historique par convention. Les réévaluations ont été réalisées sur la base d'expertises menées par des experts indépendants renommés, pour les principaux terrains et toutes les constructions précitées.

Le parc immobilier du groupe est essentiellement constitué du siège social et de l'entrepôt. Il s'agit d'une construction "légère" pour laquelle des composants n'ont pas pu être identifiés, à l'exception des installations et agencements reconnus séparément.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe a estimé que compte tenu de l'utilisation attendue de ses actifs, aucune valeur résiduelle n'avait à être prise en compte.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en résultat dans l'exercice où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation (mode linéaire) sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées :

Bâtiments siège et entrepôt.....	20 ans
Bâtiments magasins.....	40 ans
Agencement et aménagement des constructions.....	3 à 10 ans
Installations techniques.....	3 à 8 ans
Autres immobilisations	4 à 8 ans

Les biens immobiliers et mobiliers acquis par contrat de location-financement sont traités dans les comptes consolidés comme des acquisitions d'immobilisations à crédit.

Ils sont amortis selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

Un contrat de location-financement est un contrat qui transfère au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué.

Lorsque le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif loué, le contrat est qualifié de contrat de location simple et les paiements relatifs à ce contrat sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Conformément à la norme IAS 36 (dépréciation d'actifs), les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet d'une recherche de perte de valeur lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable (projet de fermeture de magasins par exemple).

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net déterminé par des experts indépendants et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Les pertes de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

6.3.3 Autres actifs financiers non courants

Le groupe a classé ses actifs financiers en deux catégories :

- Les prêts et créances : cette catégorie comprend les créances rattachées à des participations non consolidées et autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements.
L'effet initial de l'actualisation des dépôts de garantie versés aux propriétaires est imputé en Charges Constatées d'Avance avec étalement en charge de loyer sur la durée du bail
L'effet de la mise à jour de l'actualisation les années suivantes est comptabilisé en résultat financier.
Ces actifs financiers font l'objet de tests de dépréciation et le cas échéant une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.
- Les actifs disponibles à la vente : il s'agit principalement des titres de participations non consolidées.
Ces titres correspondent à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux.
Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

6.3.4 Stocks de marchandises et matières premières

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est évalué suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (prix d'achat majoré des frais accessoires, des frais logistiques et frais de transport) pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent conformément à IAS 2. La valeur nette de réalisation est évaluée en fonction des quantités résiduelles après la période des soldes sur la base de coefficients qui sont le reflet des observations historiques sur l'écoulement des stocks.

6.3.5 Clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

6.3.6 Charges constatées d'avance

Les "droits d'entrée" versés lors des ouvertures de magasins et présentant un caractère de supplément de loyer, sont étalés en linéaire sur la durée des baux.

Tous les frais liés à l'ouverture d'un magasin sont comptabilisés dans les postes de charges correspondant dès leur engagement.

Les "loyers avancés" correspondant à des loyers facturés sur la période mais relatifs à une période postérieure.

6.3.7 Instruments financiers

- Les instruments financiers sont utilisés pour gérer les expositions aux risques de change relatives aux activités financières et opérationnelles du groupe. Pour toutes ses opérations, le groupe applique la comptabilité de couverture car :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée par le rapport des variations de juste valeur du dérivé et de l'élément couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80% et 125%. (test prospectif et rétrospectif réalisé à chaque clôture annuelle).

- Les instruments financiers sont utilisés également pour gérer les expositions aux risques de taux sur les emprunts.

Dans le cadre de cette comptabilité de couverture basée sur des flux futurs de trésorerie (cash-flow hedge) et conformément à IAS 39, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres (capitaux propres recyclables), la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres recyclables sont repris au compte de résultat lorsque la transaction couverte impacte le résultat, et notamment pour les créances et dettes en devises lorsqu'elles sont réévaluées au cours de clôture.

6.3.8 Trésorerie et Equivalents de Trésorerie

La trésorerie comprend des liquidités en comptes courants bancaires.

Les Equivalents de Trésorerie comprennent les parts d'OPCVM de trésorerie et les dépôts bancaires à très court terme ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur.

Ces dépôts bancaires appartiennent à la catégorie des prêts et créances.

Les parts d'OPCVM sont désignés sur option à la juste valeur par le résultat car ils sont gérés sur la base de leurs valeurs liquidatives telles que confirmées par les établissements bancaires.

Le tableau de flux de trésorerie reprend la variation des éléments ci-dessus et la variation des soldes créditeurs des comptes courants présentés au passif du bilan.

6.3.9 Paiements fondés sur les actions et actions propres

Les actions propres détenues par l'entreprise en vue de l'attribution future aux salariés par le biais d'un FCPE ou dans le cadre d'attribution d'option sont portées en déduction des capitaux propres.

Lors de la cession d'actions propres, les gains et les pertes sont sans impact sur le résultat consolidé ; ils sont inscrits dans les capitaux propres consolidés pour leur montant net d'impôt.

Le groupe accorde aux dirigeants du groupe et à certains salariés des options d'achat d'actions. Conformément à la norme IFRS 2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle mathématique de Black & Scholes. Les variations de valeur postérieures à la date d'octroi ne remettent pas en cause l'évaluation initiale.

En application de la norme IFRS 2, la juste valeur des options est comptabilisée dans le compte de résultat en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition définitive des droits, en contrepartie des capitaux propres.

6.3.10 Impôts et impôts différés

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs. Pour apprécier la probabilité de récupération de ces impôts différés, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents et de la stratégie fiscale. Ainsi, l'évaluation de la capacité du groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôts différés, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Des impôts différés sont comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application a été décidée par les autorités compétentes à la date d'arrêté des comptes. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

6.3.11 Provisions

Une provision est comptabilisée à la clôture lorsqu'il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers qui résulte d'éléments passés, et dont il est probable ou certain qu'elle se traduise par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions sont estimées selon leur nature en fonction des hypothèses les plus probables.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la

valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

6.3.12 Avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe recense et enregistre l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi accordés à son personnel.

Les avantages accordés sont les suivants :

- retraite dans le cadre du régime français de sécurité sociale ;
- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés ;
- retraite par capitalisation pour certains cadres dirigeants.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dans le cadre de l'intégration au régime local de sécurité sociale. La charge correspondante est prise en compte de résultat au cours de l'exercice de versement.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément à la norme I.A.S. 19.

Les calculs actuariels prennent en compte des hypothèses mises à jour annuellement d'augmentation de salaires, de taux de rotation du personnel, d'âge de départ à la retraite, d'évolution de l'espérance de vie ainsi qu'un taux d'actualisation approprié.

(détail dans la note 9).

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges sur chaque période.

Les régimes à prestations définies sont, dans certains cas, couverts par des fonds spécialisés externes. Les actifs de ces fonds sont évalués à la clôture à leur juste valeur et sont comptabilisés en déduction de la valeur actualisée des obligations correspondantes.

La part à plus d'un an des engagements de retraite et assimilés est classée en non courant et la part à moins d'un an en courant.

6.3.13 Risque de change et de taux

- Sur remontées de fonds en devises des filiales étrangères

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie)

Des couvertures de change sont mises en place en fonction prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

- Sur achats en devises

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est de 12 mois à la date de clôture du 31 décembre 2008.

Le groupe a conclu en date du 21 janvier 2008 des contrats de couverture de taux afin de se prémunir du risque de taux sur sa dette bancaire. (note 10.6)

6.3.14 Chiffres d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires comprend le chiffre d'affaires hors taxes réalisé dans les magasins, les ventes aux franchisés et les redevances après déduction des remises et ristournes (note 12).

6.3.15 Notion de résultat opérationnel et résultat avant impôt

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges du groupe, à l'exception des éléments suivants :

- coût de l'endettement financier ;
- autres produits financiers ;
- autres charges financières ;
- impôt.

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt comprend le résultat opérationnel et le résultat financier avant prise en compte de charge d'impôt.

6.3.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe. Ce résultat net est divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice diminué des actions détenues et considérées comme des titres d'autocontrôle

Camaïeu SA n'a pas émis de titres autres que les options d'achat donnant droit au capital.

6.3.17 Informations sectorielles

Le groupe a redémarré une activité internationale en 2000. Les magasins sont exploités sous forme de succursales dans des sociétés indépendantes et détenues généralement à 100% par Camaïeu international. Au 31 décembre 2008, le groupe exploitait 159 magasins succursales à l'étranger.

Toutefois, le groupe n'exerçant qu'une activité de distribution spécialisée au travers d'une seule enseigne et réalisant des résultats à l'international inférieurs à 10% du résultat consolidé Groupe, seule une information sectorielle relative au chiffre d'affaires et à la valeur des actifs par zone géographique est présentée en annexe. (note 10.2)

6.3.18 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenue en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouverte principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que cela soit le cas, l'actif doit être disponible pour une vente immédiate et celle-ci doit être hautement probable. En application de la norme, les actifs et passifs concernés sont alors reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés sans compensation. Les actifs reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et le coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils ne sont plus amortis à compter de cette date.

La norme IFRS 5 n'a aucun impact sur les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2008.

7. Périmètre de consolidation et effets des variations de périmètre

Sociétés consolidées au 31 Décembre 2008

Nom	Siège social	N° SIREN	% détenu	Méthode de consolidation
Sociétés françaises :				
Camaïeu S.A.....	Roubaix	330 345 927	100	Société mère
Camaïeu International.....	Roubaix	345 086 177	100	I.G.
Sociétés étrangères :				
Camaïeu Espana.....	Madrid		100	I.G.
Camaïeu Polska.....	Varsovie		100	I.G.
Bv ulfilas.....	Amsterdam		99,97	I.G.
Scs monaco et cie.....	Monaco	97 S 03338	99,95	I.G.
Camaïeu Italia.....	Milan		100	I.G.
Camaïeu Ceska.....	Prague		100	I.G.
Camaïeu Slovakia	Bratislava		100	I.G.
Camaïeu Belgium S.A.....	Mouscron		99,97	I.G.
Mode Developpement Belgique S.A	Mouscron		99,98	I.G.
Camaïeu Luxembourg S.A.R.L.....	Luxembourg		100	I.G.

I.G : Intégration globale

La société suivante, constituée à l'origine pour l'exploitation d'un seul emplacement commercial, a été acquise et fusionnée avec la société CAMAIEU INTERNATIONAL sur l'exercice 2008 :

- S.A.S SESAME

La société Camaïeu Slovakia a été créée sur la premier semestre 2008, et a été constituée pour l'exploitation des magasins en Slovaquie.

Les sociétés Camaïeu Luxembourg et Mode Developpement Belgique ont été créées sur le second semestre 2008 pour l'exploitation des magasins au Luxembourg et en Belgique. Toutefois, aucun magasin n'est exploité par ces sociétés au 31 Décembre 2008.

Les variations de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur le bilan et le compte de résultat consolidé, ni sur le tableau de flux de trésorerie.

8. Notes sur le bilan consolidé

Note 1 : Actifs incorporels

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2007	Acquisitions	Cessions et mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2007
Emplacements commerciaux...	119 430	7 008		(*) 3 811		130 249
Logiciels.....	3 748	900	-28		6	4 626
Total.....	123 178	7 908	-28	3 811	6	134 875

(*) corrections d'affectations antérieures avec les droits d'entrées comptabilisés en Charges Avancées

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2008
Emplacements Commerciaux....	130 249	6 581	-244			136 586
Logiciels.....	4 626	767	-7	-133	-13	5 240
Total.....	134 875	7 348	-251	-133	-13	141 826

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2007	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2007
Dépréciation emplacements commerciaux.....	818	1 021	-818				(**) 1 021
Amortissement emplacements commerciaux.....	4 080	1 438			(*) 1 612		7 130
Amortissements Logiciels.....	2 913	513		-28		5	3 403
Total.....	7 811	2 972	-818	-28	1 612	5	11 554

(*) Amortissements sur corrections d'affectations antérieures avec des Droits d'entrée comptabilisés en Charges Avancées

(**) Le test de perte de valeur sur les emplacements commerciaux a été réalisé en interne. Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2007 était de 10.32%.

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2008	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2008
Dépréciation emplacements commerciaux....	1 021	510	-5				(*) 1 526
Amortissement emplacements commerciaux....	7 130	1 559					8 689
Amortissements Logiciels.....	3 403	456	-7			-13	3 839
Total.....	11 554	2 525	-12			-13	14 054

(*) Le test de perte de valeur sur les emplacements commerciaux a été réalisé en interne. Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2008 est 7,972%.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

(en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2007	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2007
Terrains/ Constructions...	27 710					(*) 27 710
Matériel et outillage.	25 206	5 888	-1 106	42	119	30 149
Autres immobilisations corporelles.....	119 402	21 788	-2 513		663	139 340
Avances et immobilisations en cours.....	319	305			16	640
Total.....	172 637	27 981	-3 619	42	798	197 839

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10.1)

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2008
Terrains/ Constructions....	27 710	42				(*) 27 752
Matériel et outillage.....	30 149	5 134	-587	-138	-358	34 200
Autres immobilisations corporelles.....	139 340	27 160	-1 718	278	-2 131	162 929
Avances et immobilisations en cours.....	640	2 438			-109	2 969
Total.....	197 839	34 774	-2 305	140	-2 598	227 850

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10.1)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2007	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Ecart de conversion	31/12/2007
Constructions...	12 317	1 456			(*) 13 773
Matériel et outillages..	16 520	3 834	-1 096	63	19 321
Autres immobilisations corporelles.....	71 644	13 303	-2 441	208	82 714
Total.....	100 481	18 593	-3 537	271	115 808

(*) dont location financement dotation sur la période 1 248 K€ et solde à la clôture 11 678K€ (voir note 10.1)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2008	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2008
Constructions.....	13 773	1 385				15 158
Matériel et outillages..	19 321	4 183	-572		-184	22 748
Autres immobilisations corporelles.....	82 714	15 405	- 1 925	7	-617	95 584
Total.....	115 808	20 973	-2 497	7	-801	133 490

(*) dont location financement dotation sur la période 1 248 K€ et solde à la clôture 12 926K€ (voir nde 10.1)

Note 3 : Autres Actifs Financiers (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2007	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Ecart de conversion	31/12/2007
Titres.....	1 365					1 365
Créances rattachées.....	95	1				96
Dépôt de garantie.	5 923	1 310		(*) -592	15	6 656
Total.....	7 383	1 311		-592	15	8 117

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	31/12/2008
Titres.....	1 365	29					1 394
Créances rattachées.....	96	7	-82			-2	19
Dépôt de garantie.	6 656	2 169	-50	(*) -77	-7	-39	8 652
Total.....	8 117	2 205	-132	-77	-7	-41	10 065

(*) Effet de l'actualisation initiale imputé en Charges constatées d'avance : - 456 K€

Effet de la mise à jour de l'actualisation passé en résultat financier : 379 K€

Note 4 : Clients (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Franchisés.....	4 410	4 115
Autres créances clients.....	3 291	4 027
Avances et acomptes versés.....	265	27
Total brut.....	7 966	8 169
Provision pour dépréciation.....	-265	-74
Total net.....	7 701	8 095

Note 5 : Autres Créances (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Créances fiscales.....	(*) 4 005	(**)1 145
Autres créances.....	475	382
Créances diverses.....	2 832	1 533
Total brut.....	7 312	3 060
Provision pour dépréciation.....	-110	-214
Total net.....	7 202	2 846

(*) dont créances liées à la TVA 1 342 K€ et impôts sociétés 2 599 K€

(**)dont créances liées à la TVA 1 127 K€

Expositions aux risques de crédit :

Le Groupe n'a identifié aucun risque de recouvrement sur ses créances à l'exception de 643 K€ provisionnées à hauteur de 375 K€ au 31 décembre 2008.

Le Groupe indique en outre qu'un risque théorique lié à la concentration des créances clients sur quelques Master Franchisés existe mais que des procédures limitant les éventuels impayés ont été mises en place.

Au 31 décembre 2008, le montant de ces créances échues et non réglées s'élèvent à 1 494 K€.

Note 6 : Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Droits d'entrée	(*) 13 698	(**) 11 933
Loyers avancés.....	2 293	553
Autres.....	1 484	1 328
Total.....	17 475	13 814
(*)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période :	4 186 K€	
(**)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période :	2 032 K€	

Note 7 : Trésorerie et Equivalents de Trésorerie (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Valeurs mobilières de placement...	46 616	42 247
Certificats de dépôt négociables.....	35 302	36 000
Comptes courants bancaires.....	23 528	20 001
Total net.....	105 446	98 248

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de S.I.C.A.V. monétaires auprès d'établissements financiers français.

Les certificats de dépôt sont souscrits auprès d'établissements financiers.

Expositions aux risques de marché de taux :

Certificats de dépôt à taux fixe : 35 302 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Les échéances de ces certificats de dépôt sont toutes inférieures à 6 mois.

OPCVM de Trésorerie à taux variables : 46 616 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de EONIA qui est l'indice de référence de ces supports classés Monétaires Euro.

L'impact d'une variation de plus ou moins 100 points de base de EONIA, sera de plus ou moins 466K€ sur les produits financiers.

Note 8 : Capitaux propres

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Nombre d'actions total entièrement libérées...	6 060 204	6 060 204
Valeur nominale de l'action.....	4€	4€
Nombre d'actions à droit de vote double.....	1 757 220	1 714 106

Informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion des capitaux propres – amendement IAS 1 –

Éléments assimilés à du capital	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Capital...	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport.....	6 151	6 151
Réserves Consolidées.....	104 332	60 456
Annulation impacts de réévaluation des instruments financiers	4 163	1 247
Résultat / part du Groupe	99 160	101 260
Total du capital ajusté.....	238 047	193 355

Le Groupe n'a pas de contraintes réglementaires spécifiques sur le niveau du capital.

L'objectif du Groupe en matière de gestion du capital est de maintenir et de valoriser son niveau afin de pouvoir financer les investissements prévus dans le cadre de son plan de développement

Les éléments jugés importants par le Groupe pour analyser son profil de risque et sa capacité à faire face à des éléments défavorables, sont repris dans le tableau ci-dessous :

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	104 930	95 378
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	98 808	120 722
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	-42 488	-37 128

Note 9 : Provisions (en milliers d'euros)

Rubriques	01/01/2007	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2007
Indemnités départ à la retraite.....	2 393	207	-1 320	-14		1 266
Total provisions passifs non courants.....	2 393	207	-1 320	-14		1 266
Provisions pour litiges.....	4 489	945	-569			4 865
Autres Provisions	266	596	-263			599
Total provisions passifs courants	4 755	1 541	-832			5 464

Rubriques	01/01/2008	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2008
Indemnités départ à la retraite.....	1 266	222	-27	-249		1 212
Total provisions passifs non courants...	1 266	222	-27	-249		1 212
Provisions pour litiges.....	4 865	966	-1 155	-2 550		2 126
Autres Provisions	599	1 140	-304	-37		1 398
Total provisions passifs courants	5 464	2 106	-1 459	-2 587		3 524

La provision pour indemnités de départ à la retraite comprend uniquement :

-la provision pour indemnités de fin de carrière (1 212 K€) correspondant à la valeur actualisée des obligations du groupe qui ne sont pas financées. Son montant a été déterminé à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Age de départ à la retraite : entre 60 et 64 ans

Taux de charges sociales : 35% ou 45% selon catégories

Taux d'actualisation : 5,25 %

Taux de turn over : de 0 à 36% selon âges et catégories

Taux de progression de salaires : 2% à 2.50%

La valeur actualisée des obligations liées aux autres régimes à prestations définies est entièrement financée au 31/12/ 2008.

Evolution des engagements et des actifs en couverture (en milliers d'euros) en 2008.

	Engagements		Actifs financiers de couverture		Provision au bilan	
A l'ouverture	4 768	A l'ouverture	3 502	A l'ouverture	1 266	
Coûts des services rendus	174	Versements	10			
Coûts de l'actualisation	93	Intérêts et participation aux bénéficiaires	48			
Gains et Pertes actuariels	-284	Frais de gestion et sur versements	-3			
Prestations payées	- 2 554	Prélèvements	- 2 537			
A la clôture	2 197	A la clôture	1 020	A la clôture	1 177	

Note 10 : Dettes financières (en milliers d'euros)

	Passifs courants moins d'un an	Passifs non courants plus d'un an	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Emprunts auprès des Etablissements de crédit....		79 710	79 710	80 140
Solde créditeurs des banques.	516		516	2 870
Location financement.....	1 859	647	2 506	4 235
Dépôt de garantie reçu.....		97	97	318
Total.....	2 375	80 454	82 829	87 563

Engagements de location financement (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Valeur nette par catégorie d'actif :		
Terrain	2 100	2 100
Bâtiment	7 907	9 156
Total	10 007	11 256
Paiements minimaux futurs :		
A moins d'un an	1 955	1 983
Entre un an et cinq ans	647	2 602
Total des paiements minimaux futurs	2 602	4 585
Part représentative d'intérêts financiers	-96	-349
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs	2 506	4 236

Note 11 : Autres dettes (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Dettes sociales.....	25 842	25 581
Impôts sociétés.....	852	9 080
Autres dettes fiscales.....	13 116	12 770
Autres dettes exploitation..	130	453
Dettes diverses	4 171	3 698
Produits constatés d'avance	611	5
Total.....	44 722	51 587

Expositions aux risques de liquidité :

Le Groupe en situation de Trésorerie positive au 31 décembre 2008 n'est exposé que de façon très limitée aux risques de liquidité. (voir note 8)

Les échéances de paiements sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	Echéances		
	- 1 an	Entre 2 et 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès Ets.Crédit			80 000
Intérêts futurs sur Emprunts	3 178	12 712	1 324
Solides créditeurs de banque	516		
Location financement	1 859	647	
Dépôt de garanti reçu			97
Dettes fournisseurs	54 254		
Autres dettes	39 940		
TOTAL	99 747	13 359	81 421

Expositions aux risques de marché de taux :

Sur les dettes financières au 31 Décembre 2008

Dettes à taux fixe : 2 506 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Cette dette concerne un contrat de location financement dont la dernière échéance est au 01/01/2010 et dont les intérêts restants s'élèvent à 96 K€ au 31 décembre 2008

Dettes à taux variable : 79 710 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de EURIBOR 3MOIS

Sur la base d'une hausse de 100 points de base de EURIBOR 3 MOIS du 31 Décembre 2008, l'impact des charges supplémentaires sur le résultat annuel serait de 586 K€ suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) afin se prémunir d'une évolution défavorable.

Sur la base d'une baisse de 100 points de base de EURIBOR 3 MOIS du 31 Décembre 2008, l'impact est nul sur le résultat annuel suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) ne permettant pas de profiter de cette baisse.

9. Notes sur le compte de résultat consolidé

Note 12 : Chiffre d'affaires_(en milliers d'euros)

	31/12/2008	Variation	31/12/2007
Ventes magasins succursales.....	673 535	58 100	615 435
Ventes au réseau franchise et redevances..	34 338	3 218	31 120
Autres prestations de service.....	487	157	330
Autres.....	774	62	712
Total.....	709 134	61 537	647 597

Note 13 : Autres produits (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Autres produits.....	2 180	2 276
Produits de cessions.....	396	
Total	2 576	2 276

Note 14 : Effectif par fonction

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Cadres.....	327	273
Agents de maîtrise.....	884	834
Employés.....	3 729	3 233
Total.....	4 940	4 343

Les effectifs représentent les salariés inscrits au 31 décembre 2008 sous contrat à durée déterminée ou indéterminée, non compris le réseau franchise

Note 15: Avantages au Personnel (en milliers d'euros)

Les éléments suivants sont repris au compte de résultat dans la rubrique « Charges de Personnel »

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Charges liées au régime à cotisations définies.....	4 402	4 039
Charges liées au régime à prestations définies.....	10	1 900

Note 16: Paiements en actions

Détail et évolution sur la période des Plans d'Options d'achat d'actions :

Date d'attribution des plans...	31/01/2004	14/10/2005	28/12/2007
Options attribuées à l'origine	157 900	20 660	16 700
Prix d'exercice.....	63.55	101.06	260.53
Dates de Validité.....	31/01/2008	14/10/2009	28/12/2011
	31/01/2011	14/10/2012	28/12/2014
Options exercées en 2007.....	0	0	0
Options exerçables fin 2007...	155 900	19 890	16 700
Options exercées au 31/12/2008.....	149 377	0	0
Options exerçables au 31/12/2008.....	6 523	19 110	12 096
Prix moyen d'acquisition constaté à la date de levée	69.38	N/A	N/A
Durée de vie restant.....	25 mois	45 mois 1/2	72 mois

Charge comptabilisée dans la rubrique « Charges de Personnel » : (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Juste valeur options d'achat d'actions	420	476

Note 17 : Dotations et reprises aux Provisions (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Dotations		
Dépréciation des immobilisations....	730	1 296
Dépréciation des stocks.....	7 769	6 093
Dépréciation des créances.....	375	288
Provisions.....	2 328	1 749
Total.....	11 202	9 426
Reprises		
Dépréciation des immobilisations.....	280	836
Dépréciation des stocks.....	6 201	6 375
Dépréciation des créances.....	288	428
Provisions.....	4 358	2 167
Total.....	11 127	9 806

Note 18: Autres charges (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Autres charges.....	1 872	1 228
Valeurs nettes comptables.....	327	102
Total.....	2 199	1 330

Note 19 : Résultat financier (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Frais financiers sur autres dettes.....	-5 147	-871
Frais financiers sur location financement.....	-253	-399
Coût de l'endettement financier.....	- 5 400	-1 270
Gain de change	1 262	1 952
Produits financiers hors change.....	3 548	6 354
Actualisation Actifs financiers non courants	379	
Reprise provisions financières.....		206
Autres produits financiers.....	5 189	8 512
Perte de change.....	-1 522	-172
Actualisation Actifs financiers non courants		-592
Autres charges financières.....	-6	-154
Dotations provisions financières.....	-121	-154
Autres charges financières.....	-1 649	-918
Résultat financier.....	-1 860	6 324

Note 20 : Impôts (en milliers d'euros)

La charge d'impôt se compose des montants suivants :

	31/12/2008	31/12/2007
Impôt exigible	49 560	51 411
Impôts différés.	606	-19
Charge d'impôt	50 166	51 392

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux moyen d'impôt du groupe est le suivant :

	31/12/2008		31/12/2007			
	Base	Taux	Base	Base	Taux	Base
Résultat avant impôt	149 326	(*)33.31	49 748	152 652	(*)33.82	51 629
Non activation de l'impôt sur déficits période (***)			-312			-70
Retraitements sans impact d'impôt			36			-802
Impact d'impôt sur différences permanentes			385			135
Impact d'impôt sur écarts d'évaluation de la période			309			438
Ecart entre taux moyen et taux impôt différé (**)						62
Impôt effectif.....			50 166			51 392

(*) taux moyen groupe de droit commun (moyenne des différents taux d'impôt applicables)

(**) écart dû aux modifications votées de taux d'impôt applicables en 2008

(***) le solde des impôts différés non activés sur déficits est de 256 K€ au 31/12/2008

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constitués des éléments suivants :

Actifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Impôts différés sur différences temporaires :		
Participation des salariés	3 370	3 270
Contribution sociale solidarité	365	338
Provisions non déductibles	801	830
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	753	721
Juste Valeur des instruments financiers	1 299	
Marge en stocks	353	288
Total	6 941	5 447
Impôts différés sur déficits.....	394	265
Total.....	7 335	5 712

Passifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Impôts différés sur différences temporaires :		
Mali de fusion	1 533	1 223
Abandon de créances	933	1 347
Provision sur créances intragroupes	154	
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	6	
Total	2 626	2 570
Impôts différés sur Location financement.....	1 748	1 418
Impôts différés sur différences d'évaluation :		
Juste valeur Plans d'Options d'achat d'action	160	140
Frais logistiques en stocks	120	92
Plus value en sursis imposition	10 905	10 905
Honoraires et droits sur acquisitions emplac. commerciaux	2 042	1 594
Frais émission des emprunts	100	118
Juste valeur des actifs financiers	-239	-648
Juste valeur actifs incorp.et corporels	-3 571	-3 378
Total	9 517	8 823
Total.....	13 891	12 811

10. INFORMATIONS DIVERSES

10.1 Engagements hors bilan

- Engagements de location simple

Certaines sociétés du groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simples irrévocables, d'une durée supérieure à un an et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers. Les loyers futurs minimum selon les contrats s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2008
Moins d'un an.....	59 950
Entre un an et cinq ans.....	173 766
A plus de cinq ans.....	95 875

- Cautions bancaires (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
en garantie des paiements de loyers	8 089	6 160
en garantie des paiements de TVA	1 200	1 200
TOTAL	9 289	7 360

- Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les engagements des sociétés françaises au titre de Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élèvent au 31 décembre 2008 à 94 208 heures. Ils étaient de 63 747 heures au 31 décembre 2007.

10.2 Informations sectorielles

	Chiffre d'affaires 2007		Valeur des actifs Au 31/12/2007		Acquisitions Immobilisations 2007	
France	549 050	84.78%	346 002	89.43%	28 098	75.68%
Autres Pays	98 547	15.22%	40 905	10.57%	9 030	24.32%
TOTAL	647 597	100%	386 907	100%	37 128	100%

	Chiffre d'affaires 2008		Valeur des actifs Au 31/12/2008		Acquisitions Immobilisations 2008	
France	578 713	81.61%	374 444	86.63%	27 971	65.22%
Autres Pays	130 421	18.39%	57 797	13.37%	14 913	34.78%
TOTAL	709 134	100%	432 241	100%	42 884	100%

10.3 Transactions avec les parties liées

La société MODACIN a facturé à la société Camaïeu S.A., société mère du groupe Camaïeu, une prestation de services et assistance de 733K€ pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

10.4 Intégration fiscale

La société Camaïeu S.A. a renouvelé fin 2003 le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

10.5 Instruments financiers inscrits au bilan et compte de résultat – Norme IFRS 7

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2008	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 365		1 365	
Créances rattachées	96			96
Dépôt de garantie	6 656			6 656
Clients	7 701			7 701
Autres créances	346			346
Comptes courants bancaires	23 528			23 528
Equivalents de trésorerie	81 918	46 616		35 302
TOTAL	121 610	46 616	1 365	73 629

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2007	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 365		1 365	
Créances rattachées	95			95
Dépôt de garantie	5 923			5 923
Clients	8 142			8 142
Autres créances	291			291
Comptes courants bancaires	20 001			20 001
Equivalents de trésorerie	78 247	42 247		36 000
TOTAL	114 064	42 247	1 365	70 452

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2008	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès Ets.Crédit	79 710		79 710
Soldes créditeurs de banque	516		516
Location financement	2 506		2 506
Dépôt de garanti reçu	97		97
Dettes fournisseurs	54 254		54 254
Autres dettes d'exploitation	130		130
Instruments financiers dérivés	3 771	3 771	
TOTAL	140 984	3 771	137 213

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2007	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès Ets.Crédit	80 140		80 140
Soldes créditeurs de banque	2 870		2 870
Location financement	4 235		4 235
Dépôt de garanti reçu	318		318
Dettes fournisseurs	51 092		51 092
Autres dettes d'exploitation	453		453
Instruments financiers dérivés	1 496	1 496	
TOTAL	140 604	1 496	139 108

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 Décembre 2008			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	1 809			
Intérêts des Certificats de dépôt		1 650		
Intérêts sur comptes en devises		89		
Coût d'actualisation des actifs financiers		379		
Frais financiers sur emprunt auprès Ets.Crédit			-5 124	

Frais financiers sur comptes bancaires		-23		
Frais financiers sur location fin.			-253	
Gain et perte de change				-260
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-375		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		287		
TOTAL	1 809	2 007	-5 377	-260

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 Décembre 2007			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	4 947			
Intérêts des Certificats de dépôt		1 128		
Intérêts sur comptes en devises		279		
Coût d'actualisation des actifs financiers		-592		
Frais financiers sur emprunt auprès Ets.Crédit			-862	
Frais financiers sur comptes bancaires		-9		
Frais financiers sur location fin.			-399	
Gain et perte de change				-44
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-288		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		428		
TOTAL	4 947	946	-1 261	-44

10.6 Instruments financiers dérivés

- Couverture de change / (Achat/Vente à terme et options) (en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Couverture de change		
US dollars	(*) 92 560	(**)40 425
Monnaies hors zone euro PLN-CZK	0	0

(*) couvertures à terme 60 387 K€ et couvertures optionnelles 32 173 K€

(* *) couvertures à terme 9 842 K€ et couvertures optionnelles 30 583 K€

Les échéances des contrats de couverture existants à la date de clôture du 31 décembre 2008 sont toutes inférieures à 12 mois.

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 31 décembre 2008 pour un montant de (1 968) K€ et se décompose de la façon suivante :

- pour les couvertures à terme : (1 118) K€
- pour les couvertures optionnelles : (850) K€

Cette juste valeur est déterminée à chaque clôture annuelle et semestrielle par un expert indépendant.

- Couverture de taux / emprunteur

Afin de se prémunir d'une évolution défavorable des taux sur la dette bancaire existante au 31 décembre 2008, le Groupe a mis en place en date du 21 janvier 2008 avec effet au 31 mars 2008 et échéance au 30 juin 2011, 2 contrats de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 40 M€
- tunnel Euribor 3M pour 40 M€

Le Groupe a également mis en place en date du 20 novembre 2008 avec effet au 31 décembre 2008 et échéance au 30 juin 2009, un contrat de couverture de 80 M€ afin d'optimiser les couvertures ci-dessus indiquées en passant d'un référentiel Euribor 3M à Euribor 1M.

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 31 décembre 2008 pour un montant de (1 803) K€

Expositions aux risques de marché de change :

Sur le portefeuille de couvertures en devises au 31 Décembre 2008

Couvertures par achats à terme et options USD : 123 100 K USD

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.3917 (cours BCE du 31/12/2008) la valeur de marché du portefeuille de couvertures en USD est de (1 968 K€)

L'impact sur ce portefeuille d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Valeurs de marché du portefeuille	Variations par rapport au 31/12/2008
cours 1.2525 (baisse de 10% de EUR/USD)	4 058	6 026
cours 1.0438 (baisse de 25% de EUR/USD)	16 121	18 089
cours 1.5309 (hausse de 10% de EUR/USD)	- 6 729	-4 761
cours 1.7396 (hausse de 25% de EUR/USD)	-12 644	-10 676

Sur les dettes et trésorerie en devises au 31 Décembre 2008

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.3917 (cours BCE du 31/12/2008) la conversion des dettes et de la trésorerie en devises en euro a généré un gain de change de 65 K€ sur l'exercice 2008.

L'impact d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Variations en résultat 2008
cours 1.2525 (baisse de 10% de EUR/USD)	-13
cours 1.0438 (baisse de 25% de EUR/USD)	-170
cours 1.5309 (hausse de 10% de EUR/USD)	129
cours 1.7396 (hausse de 25% de EUR/USD)	205

10.7 Résultat par action

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Nombre d'actions total (a)	6 060 204	6 060 204
Nombre d'actions propres (b)	43 113	192 490
Nombre moyen pondéré d'actions (c) = (a)-(b)	6 017 091	5 867 714
Résultat net de base Part Groupe (d)	99 160 K€	101 260 K€
Résultat net de base par action Part Groupe (d) / (c)	16,48€	17,26€
Résultat net de base et dilué par action Part Groupe (d) / (a)	16,36€	16,71€

10.8 Dividendes proposés

Le directoire a proposé à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende de 8 euros par actions au titre de l'exercice 2008 représentant un montant global de 48 482 K€.

Ce montant n'a pas été reconnu comme un passif au 31 décembre 2008.

E- Rapports des commissaires aux comptes

1- Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Camaïeu, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des provisions sur actions propres. Ces provisions sont classées en provision pour dépréciation des actions propres à l'actif du bilan pour un montant de K€ 575 et en provision pour risques et charges au passif du bilan pour un montant de K€ 924. Les modalités de détermination et de classement de ces provisions sont décrites dans les notes 5 et 9 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivi par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi :

- nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations ;
- nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Lille, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT Jean-Bernard Cappelier

ERNST & YOUNG Audit Philippe Fourquet

2- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Camaïeu, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des actifs à durée de vie indéfinie selon les modalités décrites au point 6.3.1 de la note aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que le point 6.3.1 donne une information appropriée.

- Votre société constitue des provisions pour dépréciation des stocks, tel que cela ressort du point 6.3.4 de la note aux états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Lille, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT Jean-Bernard Cappelier

ERNST & YOUNG Audit Philippe Fourquet

3- Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société Camaïeu

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Camaïeu et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225 68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et

- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225 68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations. Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France. Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information

comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225 68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225 68 du Code de commerce.

Paris et Lille, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

FEDER AUDIT Jean-Bernard Cappelier

ERNST & YOUNG Audit Philippe Fourquet